

## **Après l'incendie accidentel de dimanche, les occupant·es solidaires et déterminé·es de l'Amphi-Z réintègrent le bâtiment**

Publié le 2 mars 2018

[Occupations en soutien aux migrant·es 2017-18](#)



Communiqué du collectif « Amphi Z », 28 février 2018.

Dimanche 25 février, dans l'après-midi, un incendie accidentel a eu lieu à l'Amphi Z (bâtiment occupé à Villeurbanne depuis décembre par environ 150 migrant·e·s), rapidement éteint par les habitant·e·s et les pompiers. Une seule chambre a été touchée par les flammes, le reste du bâtiment restant intact. **Cependant, juste après l'intervention des pompiers, les câbles électriques du bâtiment ont été retirés par EDF, supprimant tout accès au réseau électrique.**

Une solution provisoire a été trouvée après plusieurs heures de négociations avec les services de la ville de Villeurbanne : un gymnase réquisitionné dans un premier temps pour 48h, puis dans le cadre du déclenchement du plan « grand froid », jusqu'au vendredi 2 mars matin.

**Sans surprise, à aucun moment, ce dimanche 25 février, ni la Métropole ni la Préfecture n'ont véritablement œuvré à la mise à l'abri des personnes, sous des températures négatives, alors que la loi le leur impose.**

A partir de vendredi, les occupant.e.s vont se retrouver à nouveau à la rue, sans aucune proposition des autorités (Etat, Préfecture, Métropole, etc.). Face à cette impasse, le collectif

Amphi Z est résolu à ré occuper le lieu privé d'électricité (pas de chauffage, de lumière ni d'eau chaude). Lieu qui, rappelons-le, n'est pas expulsable selon la loi.

**Le Collectif Amphi Z reste solidaire, déterminé, mobilisé et exige :**

- Une intervention EDF d'urgence à l'Amphi Z pour une remise aux normes de l'installation électrique ;
- La régularisation de tou·te·s les sans-papiers ;
- La fin des procédures Dublin afin que les demandes d'asile puissent être déposées en France
- Un logement décent et pérenne pour tou·te·s ;
- La prise en charge de tou·te·s les mineur·e·s isolé·e·s par la Métropole comme le prévoit la loi ;
- L'abandon des poursuites contre la "Maison Mandela", occupée par une quinzaine de familles de migrants depuis le 13 janvier avec l'aide du collectif Agir Migrants.
- L'arrêt des expulsions et des coupures de fluides (gaz, élec...)

Dans un contexte de durcissement des politiques anti-migratoires xénophobes (fichage généralisé des migrant·e·s, rallongement de la durée d'enferment en centre de rétention, réduction des possibilités de recours pour les demandeu·r·ses d'asile...), nous exigeons

- **le retrait immédiat de la Loi Collomb / Macron « Asile et Immigration » et appelons à rejoindre la manifestation du 10 mars 2018 à 14h30, Place des Terreaux à Lyon ainsi que celle du 16 mars 2018 devant la Métropole** (propriétaire de nombreux bâtiments vides qui permettraient de loger des centaines de personnes).